

Faits marquants

Agriculture / Pêche

Juin

Le Congrès adopte la délibération n°127 du 1^{er} juin 2016, prévoyant la hausse de 1 % de la taxe sur les assurances pour améliorer le financement de l'agence pour la prévention et de l'indemnisation des calamités agricoles et naturelles (APICAN).

Economie / Développement

Février

Publication de la loi du pays n°2016-2 du 27 janvier 2016 relative au régime d'incitation fiscale à l'investissement dans le secteur du logement intermédiaire et portant diverses dispositions fiscales.

Juin

Les travaux dans le cadre du projet Néobus débutent dans les communes de Nouméa et Dumbéa. Cette première phase de travaux devrait durer jusqu'à fin 2017.

Août

Le Congrès adopte le schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie, prévu à l'article 211 de la loi organique du 19 mars 1999.

Septembre

La Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande signent un accord de coopération qui porte sur divers secteurs : économie - commerce, santé, université, tourisme, normes phytosanitaires et de construction, et sport.

Octobre

Le gouvernement présente son plan d'Orientation pour le Soutien à l'Export (OSE) auprès des entreprises. Ce plan consiste à diversifier l'économie afin de créer de nouveaux relais de croissance.

Novembre

Le gouvernement et l'AFD signent une convention d'ouverture de crédit de 4,8 milliards de F.CFP qui permettra de financer une partie du programme d'investissement de la Nouvelle-Calédonie sur l'année 2016.

Emploi

Septembre

Le gouvernement adopte les délibérations et les arrêtés qui accompagneront le plan d'urgence local de soutien à l'emploi (PULSE).

Novembre

Le Congrès vote la loi du pays instaurant une protection de l'emploi local dans la fonction publique calédonienne. Des mesures destinées à favoriser l'intégration dans la fonction publique calédonienne des 5 000 à 6 000 emplois précaires ou contractuels ont également été adoptées.

Energie / Environnement

Mai

Le gouvernement fixe le tarif d'achat de l'électricité produite par les installations photovoltaïques et injectée sur le réseau public de distribution à 21 F.CFP par kilowattheure, pour les entreprises, organismes publics et écoles. La mesure était en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2015 pour les particuliers.

Juin

Le Congrès adopte le Schéma de transition énergétique, qui a pour vocation d'engager le pays dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et de le rendre moins dépendant des énergies fossiles.

Enseignement

Octobre

Le Vice-Rectorat et l'université signent une convention de partenariat portant sur la formation des formateurs en langues kanak. L'objectif est de permettre une montée en puissance des enseignements de langues kanak et de poursuivre la structuration de ces enseignements.

Lors de sa visite sur le territoire, la ministre de l'Éducation signe un protocole d'accord, qui a pour but de soutenir le projet éducatif calédonien.

Décembre

Le Congrès valide la délibération d'application du projet éducatif calédonien.

Fiscalité

Janvier

Publication de la délibération n°94 du 30 décembre 2015 fixant les taux de la taxe de soutien aux productions agricoles et agroalimentaires (TSPA). Cette taxe touche désormais l'ensemble des produits agroalimentaires.

Septembre

Le Congrès vote le projet de loi sur la TGC et celui sur la compétitivité. Cette loi vient réformer en profondeur la fiscalité indirecte en Nouvelle-Calédonie, par l'instauration de la TGC, qui va remplacer, au 1^{er} juillet 2018, sept taxes et contributions existantes (TGI, TBI, TP, TFA, TSS, THN, ainsi qu'une partie de la patente).

Octobre

Le Congrès valide les taux qui seront appliqués à la TGC durant la marche à blanc, ouverte du 1^{er} avril 2017 au 1^{er} juillet 2018.

Décembre

Le Congrès valide la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui s'appliquera dès l'année fiscale 2017.

Nickel

Janvier

Première coulée du four n°1 de KNS après reconstruction. Ce dernier avait été endommagé par une fuite de métal en décembre 2014. Le four n°2 est mis en veille.

Février

Le gouvernement prend un arrêté déclarant une situation de crise affectant le secteur du nickel en Nouvelle-Calédonie. Cet arrêté est le préalable à la mise en place d'actions de soutien du Fonds de nickel.

Eramet met en place un plan de renforcement d'économies à la SLN.

Mars

Le gouvernement dévoile son plan de soutien conjoncturel au nickel. Il porte notamment sur la fourniture en 2016 de 3,4 millions de tonnes humides de minerai cette année pour alimenter l'usine de Gwangyang et la prolongation de l'autorisation d'exporter vers le Japon.

Le gouvernement accorde à la société Montagnat une autorisation d'exporter du minerai saprolitique vers le Japon. Cette autorisation est valable à compter du 1^{er} avril et pour dix ans, dans la limite de 480 000 tonnes humides par an.

Avril

Le gouvernement accorde trois autorisations d'exportation de minerai de nickel vers la Chine et le Japon, aux entreprises SLN pour des latérites, et Société des Mines de Tontouta (SMT) pour des latérites et des saprolites.

Le gouvernement vote une nouvelle autorisation d'exportation de minerai de nickel vers la Chine, pour la société minière Georges Montagnat.

Les créanciers de la société australienne Queensland Nickel (QNI), qui représentait un débouché important pour le minerai calédonien, votent à l'unanimité la liquidation de l'entreprise.

Mai

Le Fonds nickel décide d'accorder 23 millions de F.CFP pour le 1^{er} trimestre 2016 aux sous-traitants de la mine, correspondant à la prise en charge des cotisations sociales patronales pour dix sociétés éligibles. Cette décision s'ajoute aux 93 millions de F.CFP accordés au premier trimestre pour les sociétés minières.

Juillet

Le conseil d'administration de la SLN valide les modalités de financements exceptionnels de la société pour traverser la crise. Le montant global du prêt s'élève à 62,7 milliards de F.CFP. Le groupe Eramet participera à hauteur de 38,8 milliards de F.CFP et l'Agence des Participations de l'Etat (APE) à hauteur de 23,9 milliards de F.CFP.

Le conseil d'administration du groupe valide, en plus des deux prêts consentis à la SLN par Eramet et l'Etat, l'apport en fonds propres des deux principaux actionnaires pour un montant de 11,9 milliards de F.CFP.

Le congrès valide la délibération qui modifie le champ d'intervention du Fonds de nickel en période de crise. Le seuil d'éligibilité des entreprises pour la prise en charge partielle des cotisations patronales est relevé de 500 salariés à 750 salariés. La NMC pourra désormais bénéficier de ce fonds.

Août

L'atelier Bessemer de la SLN, spécialisé dans la fabrication de la matte, ferme ses portes. Cette fermeture fait suite à la décision d'Eramet de stopper la production de matte, et de la remplacer par des ferronickels complémentaires.

La province Nord adopte un projet de délibération visant à aider financièrement la SMSP, qui subit les effets néfastes de la dégradation du marché de nickel.

Nickel (suite)

Décembre

L'Assemblée nationale vote deux articles du projet de loi de finances rectificative permettant à l'Etat d'aider Vale NC à financer son programme de transformation de résidus à sec à hauteur de 24 milliards de F.CFP et de garantir la réalisation d'une centrale électrique à gaz à la SLN pour un montant de 38 milliards de F.CFP. Préalablement, l'Etat avait annoncé le maintien de la défiscalisation pour reconstruire le four n°2 de KNS.

Politique / Institutions

Février

Tenue du comité des signataires à Paris, consacré notamment à l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, aux listes électorales et au nickel.

Avril

Visite de Manuel Valls, premier ministre.

Juin

Le nouveau Haut-commissaire Thierry Lataste prend officiellement ses fonctions.

Septembre

Le forum des îles du Pacifique accepte que la Nouvelle-Calédonie siège dans cette instance en tant que membre à part entière.

Novembre

Tenue du comité des signataires à Paris, consacré à l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, aux listes électorales, au nickel et aux contrats de développement.

Tourisme

Février

Signature de contrats entre la SODIL, les propriétaires fonciers concernés et la chaîne international Hilton portant sur la création de l'hôtel de prestige Wadra Bay, dans le sud de Lifou.

Santé / Social

Mars

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie adopte le plan «Do Kamo» destiné à assurer la pérennité du système de santé calédonien.

Mai

Suite à l'adoption de la loi de pays n°2016-9 du 13 mai 2016, le Congrès adopte la délibération n°124 du 19 mai 2016, modifiant la délibération n°286 du 18 avril 2007, fixant les conditions de délivrance de l'aide au logement. Cette délibération élargit le champs des bénéficiaires et relève la contribution minimale demandée.

Juin

Le gouvernement décide de maintenir le gel des prix des médicaments jusqu'au 31 décembre 2016.

Décembre

Le Médipôle de Koutio accueille son premier patient.

Transport / Communication

Mars

Lancement officiel du très haut débit fixe.

Septembre

Le président du gouvernement signe avec plusieurs partenaires (Air Calédonie, Air Calédonie international, Air Loyauté, la Chambre de commerce et d'industrie, NC Covoiturage, Syndicat mixte de transport interurbain, Syndicat mixte des transports urbains et Sudiles) une convention visant à créer une centrale de mobilité. Il s'agira d'une plateforme sur laquelle seront agrégées et mutualisées les informations concernant les différents modes de transport sur le territoire. Elle devrait permettre la mise en place d'une billetterie et d'une tarification unique.

Un nouveau réseau de transport, du réseau de bus interurbain RAI, est mis en service à Lifou.

Octobre

Le Congrès valide deux délibérations qui portent sur le financement du renouvellement de la flotte d'Air Calédonie. La compagnie domestique remplacera ses trois ATR 72 et son ATR 42, par quatre ATR 72. Les deux premiers appareils devraient être mis en service en décembre 2016.

Novembre

La compagnie aérienne locale Air Calédonie ouvre une nouvelle liaison interne directe entre Koné et Lifou.

Décembre

Elargissement des offres de la 4G.